

Hebdo Canada

Ottawa
Canada

Volume 12, N° 45
le 12 décembre 1984

Priorité du gouvernement : la réduction du déficit	1
Désarmement et contrôle des armements	2
Pierre Trudeau reçoit le Prix de la paix	3
La crise alimentaire en Afrique	3
Fermeture de missions	3
Ententes signées en Chine	3
La technologie et l'éducation : un mariage réussi	4
L'hydrogène, source d'énergie de l'avenir	5
À la feuille d'érable	6
Les Canadiens remportent les Olympiades culinaires de Francfort	6
Vente à l'Équateur	6
La chronique des arts	7
Une nouvelle revue médicale	8
Les fours d'essai : cinquante ans d'expérience	8

Priorité du gouvernement : la réduction du déficit

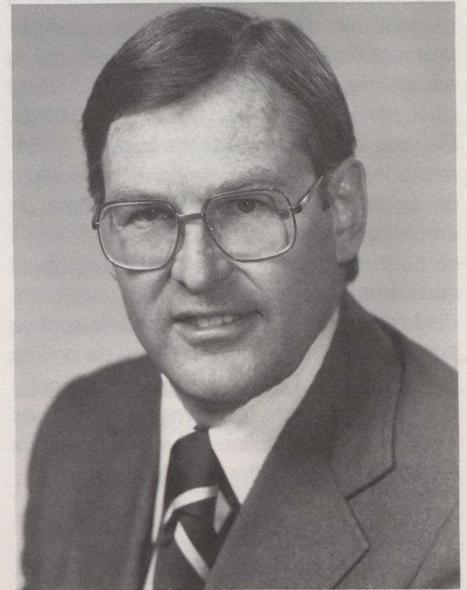
Dans la première déclaration sur la politique fiscale qu'il a faite devant la Chambre des communes le 8 novembre dernier, le ministre des Finances, Michael Wilson, a souligné l'urgence de réduire le déficit du Canada. Cette réduction « est la clé du rétablissement de la confiance et la confiance est la clé de la croissance et de la création d'emplois; aussi, la reprise en main du déficit doit-elle être notre priorité pour cette année et chacune des années de notre mandat ».

À propos du premier objectif que le gouvernement s'est fixé en vue du renouveau économique, M. Wilson a déclaré que nous devons « remettre de l'ordre dans nos finances pour être en mesure de limiter, puis de résorber, l'accumulation massive de la dette publique ». Les autres objectifs essentiels à la croissance économique sont les suivants : « redéfinir le rôle de l'État pour qu'il fournisse un cadre plus propice à la croissance et à la création d'emplois, promouvoir l'accroissement de l'investissement, de l'innovation et de la compétitivité ainsi qu'un climat favorable à la création et à l'essor de nouvelles entreprises, et réaliser ces changements d'une manière qui soit équitable, ouverte et conforme à l'esprit de compassion, de tolérance et de justice qui caractérise fondamentalement la société canadienne ».

Compressions budgétaires

Afin d'atteindre ce premier objectif, M. Wilson a annoncé, pour le prochain exercice, des mesures de réduction des dépenses et d'autofinancement de 4,2 milliards de dollars. Ces compressions, qui touchent l'ensemble des ministères fédéraux, sont exposées dans l'Examen des programmes et des dépenses, document qui accompagnait la déclaration économique du président du Conseil du Trésor, M. Robert de Cotret. Quelque 80 programmes et organismes seront touchés par les mesures visant à réduire le déficit.

M. Wilson a indiqué que le gouvernement fédéral devait de toute urgence remonter la « pente extrêmement dangereuse » des déficits à la hausse; il a ajouté que d'autres



Le ministre des Finances, Michael Wilson.

réductions étaient envisagées et seraient vraisemblablement annoncées dans son premier budget au début de 1985. M. Wilson prévoit diminuer le déficit de 10 à 15 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années.

Le traitement du premier ministre Brian Mulroney et ceux des 39 ministres du Cabinet seront inclus dans le cadre de cet effort général pour réduire les dépenses gouvernementales. Les députés, les sénateurs et les anciens députés ont également été priés de partager le fardeau.

D'autre part, le gouvernement créera un comité chargé d'étudier le régime de pension des anciens députés. Calculés selon une formule complexe fondée sur les années de service et sur le niveau des contributions, les montants actuellement versés sont « plus généreux que la plupart des régimes du secteur privé », a déclaré M. Wilson.

Voici quelques-uns des programmes et des organismes appelés à être touchés par les compressions budgétaires. Les programmes d'aide à l'entreprise verront leur budget coupé d'environ 209 millions de dollars; celui de la Société Radio-Canada sera amputé de 85 millions de dollars; le service



Affaires extérieures
Canada

External Affairs
Canada

national ferroviaire VIA Rail recevra 93 millions de dollars de moins. La taxe d'aéroport augmentera de 1 % et sera ainsi portée à 9 %. De nombreux services gouvernementaux ne seront plus gratuits ou coûteront plus cher. Les propriétaires songeant à isoler leur maison ou à convertir leur système de chauffage au gaz naturel ne recevront plus d'aide. Le programme de subventions des emplois d'été se verra coupé de 85 millions de dollars. La recherche et le développement perdront quelque 70 millions de dollars. Finalement, le budget de la Défense nationale baissera de 154 millions de dollars.

En outre, le gouvernement prendra des mesures afin d'améliorer la gestion du recouvrement de sa dette et prévoit recouvrer la somme de 440 millions de dollars qui lui est due par certains de ses contribuables. Revenu Canada accélérera aussi le traitement des cas des non-résidents qui doivent au gouvernement canadien la somme de 25 millions de dollars en impôts.

Le ministère des Travaux publics prévoit accélérer la vente des biens fédéraux excédentaires dans l'espoir de recueillir la somme supplémentaire de 27,2 millions de dollars l'an prochain. Le gouvernement a également l'intention de recouvrer la somme de 46,8 millions de dollars payée en trop aux Chemins de fer nationaux du Canada.

Mesures immédiates

Dans sa déclaration concernant l'économie, M. Wilson a mentionné un certain nombre de questions importantes auxquelles le gouvernement s'attaquera immédiatement.

« En premier lieu, nous devons statuer sur un certain nombre de questions fiscales générales dont la Chambre a été saisie, de manière à ce que les contribuables sachent à quoi s'en tenir. En second lieu, nous devons agir sans plus tarder dans plusieurs domaines touchant l'énergie et le secteur des ressources. En troisième lieu, nous devons fixer le taux des primes d'assurance-chômage pour 1985. En quatrième lieu, nous devons commencer à agir dans le domaine de la justice sociale. Enfin, nous devons nous attaquer à la question de la croissance de l'emploi », a déclaré M. Wilson.

En ce qui concerne les questions fiscales générales, d'importants changements sont envisagés; ainsi, le régime fiscal des petites entreprises sera grandement simplifié et un certain nombre de mesures seront prises pour rendre le système de recouvrement des impôts plus équitable.

Secteur de l'énergie

M. Wilson a déclaré que le compte d'indemnisation pétrolière accusait un déficit d'un milliard de dollars qui s'accroît actuellement

de plus de 140 millions de dollars par mois.

Afin d'augmenter d'environ 1,5 milliard de dollars en 1985-1986 les revenus provenant de la taxe sur les recettes pétrolières et gazières, le gouvernement a haussé de 1,8 cent le litre la taxe sur l'essence payée par les raffineurs. Les automobilistes de certaines provinces paient donc 2,5 cents de plus pour chaque litre.

M. Wilson s'est également engagé à laisser les marchés mondiaux déterminer le prix du pétrole canadien, après avoir consulté les provinces et l'industrie à ce sujet.

Les fermiers, les pêcheurs, les exploitants forestiers et les exploitants miniers pourront demander un remboursement de trois cents le litre de la taxe de vente sur l'essence à l'égard des carburants utilisés hors des routes.

Questions relatives au chômage

Le régime d'assurance-chômage fera l'objet d'importantes compressions budgétaires et le gouvernement prévoit économiser la somme de 296 millions de dollars en 1985-1986. Les primes d'assurance-chômage des travailleurs et des employeurs augmenteront de 2 %. D'autre part, M. Wilson a promis de consacrer un milliard de dollars de plus à un programme de formation et de création d'emplois.

Lorsqu'il a annoncé ces changements, le

ministre des Finances a prédit que le taux de chômage se maintiendrait, au mieux, à environ 9 % jusqu'à la fin de la décennie.

Justice sociale

Dans sa déclaration, le ministre des Finances a annoncé que des changements radicaux seraient apportés aux programmes fédéraux de prestations pour les enfants et de sécurité de la vieillesse, afin de donner davantage aux nécessiteux et moins aux mieux nantis. Les options mises de l'avant se solderaient par une importante redistribution des prestations.

Ainsi, le gouvernement pourrait réduire les allocations familiales versées aux mères dont les enfants ont moins de 18 ans, limiter les exemptions que les parents réclament depuis longtemps dans leurs déclarations d'impôt et augmenter le crédit d'impôt pour enfants. Combinés, ces trois changements garantiraient aux familles les plus pauvres les prestations nettes les plus élevées.

En ce qui concerne les retraités, les pensions de sécurité de la vieillesse versées aux bien nantis de 65 ans et plus pourraient être réduites. Une autre possibilité consisterait à supprimer graduellement les exemptions d'impôt spéciales accordées aux personnes âgées et l'exemption s'appliquant à la première tranche de 1 000 \$ des revenus annuels de pensions.

Désarmement et contrôle des armements



Le groupe consultatif sur le désarmement et le contrôle des armements, lors de sa récente réunion.

Le Groupe consultatif sur le désarmement et le contrôle des armements, sous la présidence de l'ambassadeur pour le désarmement, M. Douglas Roche, s'est réuni au ministère des Affaires extérieures, les 9 et 10 novembre, afin de discuter des moyens que le Canada peut utiliser pour influencer le renversement des tendances de l'ère nucléaire qui menacent l'existence de l'humanité.

Le groupe réunissait plus de 50 Canadiens : particuliers, membres d'organisations non gouvernementales, associations pacifistes et universités.

Le Groupe consultatif a été créé en

1979 pour donner suite aux recommandations de la Première session extraordinaire des Nations unies sur le désarmement, tenue en 1978. En plus de procéder à des échanges de points de vue avec les fonctionnaires, les membres du groupe peuvent, individuellement ou collectivement, conseiller le ministère par l'entremise de l'ambassadeur pour le désarmement.

La réunion du Groupe consultatif concrétise l'intérêt qu'a exprimé le gouvernement dans le discours du trône, le 5 novembre, lorsqu'il a affirmé vouloir rendre l'administration « plus facile à comprendre, plus accessible et plus proche du citoyen ».

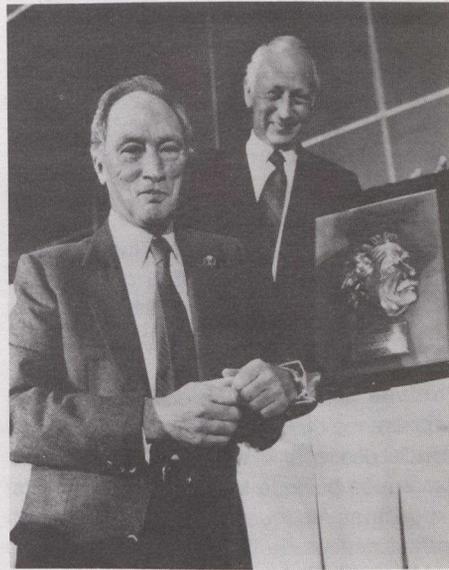
Pierre Trudeau reçoit le Prix de la paix

L'ancien premier ministre du Canada Pierre-Elliott Trudeau a accepté, le 13 novembre, à Washington, le Prix international de la paix décerné par la Fondation Albert-Einstein.

M. Trudeau, qui parlait devant quelque 200 éminentes personnalités venues participer au repas donné en son honneur dans la capitale américaine, a souligné que, pour sortir de l'impasse dans laquelle se trouvent les relations Est-Ouest, l'Alliance atlantique doit adopter les mesures suivantes :

- annoncer comme politique officielle de l'OTAN le non-recours à l'arme nucléaire, politique qui deviendrait applicable après la réduction des forces conventionnelles;
- prendre en considération les positions des Soviétiques lors des pourparlers sur l'équilibre des forces conventionnelles, à Vienne;
- engager des pourparlers exploratoires entre les cinq membres du « club nucléaire » (la Chine, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique) sous l'égide du secrétaire général de l'ONU;
- prendre position en faveur de l'interdiction des essais et du déploiement des systèmes anti-satellites de haute altitude;
- annoncer un moratoire sur le déploiement des missiles intermédiaires en Europe.

La Fondation Albert-Einstein pour la paix a décerné son prix annuel à Pierre Trudeau pour le récompenser de ses efforts en faveur du contrôle des armements nucléaires et de son initiative de paix, initiative



Canapress

Le président de la Fondation Albert-Einstein, M. Norman Cousins, (à droite) remet le cinquième Prix international de la paix à Pierre Trudeau.

qui a occupé le dirigeant canadien pendant quatre mois et l'a conduit à accomplir un périple dans 17 pays.

M. Pierre Trudeau est le cinquième récipiendaire du prix de la Fondation Einstein qui est assorti d'une bourse de \$ 50 000.

M. Trudeau a dit vouloir poursuivre son initiative de paix et ses efforts pour convaincre les dirigeants du monde d'appliquer des politiques de paix.

La crise alimentaire en Afrique

M. David MacDonald vient d'être nommé coordonnateur canadien pour la crise alimentaire en Afrique et entrera en fonction immédiatement.

Des milliers d'Éthiopiens sont présentement à l'article de la mort et, selon certains observateurs, sept millions d'entre eux sont menacés par la crise alimentaire. Sur le continent africain, 150 millions de personnes dans 24 pays sont affectées par la famine. En nommant M. David MacDonald coordonnateur, le gouvernement réagit à cette tragédie humaine et cherche à impliquer les Canadiens dans un effort collectif de secours.

Le coordonnateur pour la crise alimentaire en Afrique relèvera du secrétaire d'État aux Affaires extérieures et travaillera directement avec le ministre des Relations extérieures et la présidente de l'ACDI.

M. MacDonald aura comme principales responsabilités d'évaluer la crise alimentaire en Afrique et plus particulièrement en

Éthiopie, de proposer au gouvernement des mesures concrètes à prendre dans la distribution des secours, de travailler avec les organisations non gouvernementales pour la mobilisation et l'acheminement des contributions du Canada afin de nourrir les victimes de la famine, de seconder les efforts des gouvernements provinciaux pour fournir de l'aide et tenir conseil avec d'autres pays donateurs et organismes internationaux.

L'Agence canadienne de développement international fournira 362,3 millions de dollars en aide alimentaire en 1984-1985, plaçant les Canadiens au premier rang, par habitant, de tous les donateurs de denrées alimentaires. L'Éthiopie, pour sa part, recevra 25 millions de dollars cette année, ce qui constitue une augmentation de 50 % par rapport à la période 1983-1984. Au cours des quatre dernières années, le Canada a fourni, à lui seul, entre un quart et un tiers de toute l'aide alimentaire reçue par l'Éthiopie. Il occupe ainsi le premier rang de tous les donateurs.

Fermeture de missions

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark, a annoncé le 13 novembre que l'ambassade canadienne à Ouagadougou et les consulats à Birmingham, Rio de Janeiro, la Nouvelle-Orléans et Bordeaux seront fermés. Les économies totales pour 1985-86 atteindront ainsi la somme de 3,1 millions de dollars. D'autres missions fermeront plus tard pour réaliser des économies additionnelles.

M. Clark a noté que les fermetures n'auront pas d'impact sérieux quant aux services offerts dans les pays mentionnés, puisque les ambassades et consulats voisins s'occuperont des intérêts canadiens. M. Clark a fait remarquer que les gouvernements des pays concernés ont été assurés que les fermetures ne reflètent, en aucune façon, une diminution ni de l'intérêt du Canada envers ces pays, ni de l'engagement du gouvernement canadien de continuer à entretenir de bonnes relations politiques et économiques avec eux.

Ententes signées en Chine

La société montréalaise ASEA, la compagnie Cegelec Industrie, de LaPrairie (Québec), et l'Institut Armand-Frappier, de Laval (Québec), ont récemment signé des accords et des contrats en Chine.

La société ASEA a signé, avec le gouvernement chinois, un contrat de vente d'équipement de transmission d'énergie. La valeur de la transaction est de 5,5 millions de dollars. C'est également avec l'État chinois que Cegelec Industrie a conclu une entente de quelque 4 millions de dollars pour la vente d'appareils électriques, notamment des disjoncteurs de haute tension.

Quant à l'Institut Armand-Frappier, associé dernièrement avec Protein Research Foundation d'Osaka, au Japon, il a annoncé le 9 octobre la signature de deux accords de coopération avec des institutions de Shanghaï, l'université Fudan et l'Institut des produits biologiques. Le premier accord prévoit la conduite et la promotion d'un programme conjoint de recherche, de formation, d'échanges de connaissances scientifiques et techniques, et de transfert technologique dans le domaine de la virologie des invertébrés. Le deuxième accord, signé avec l'Institut des produits biologiques, consiste en un programme de formation de jeunes chercheurs, en échanges de connaissances scientifiques et en transferts technologiques, particulièrement dans le domaine de la bactériologie.

La technologie et l'éducation : un mariage réussi



Créée en juin 83, la Société d'exploitation des ressources éducatives du Québec (SÉREQ), qui se veut un diffuseur international du savoir-faire québécois en matière d'éducation et de formation, s'est fait remarquer à l'occasion d'Éducatéc 83. Il s'agit du premier salon international en technologie éducative qui s'est tenu à Paris.

La SÉREQ

Créée d'après une initiative prise par le ministère de l'Éducation et par décision du gouvernement, cette société est un organisme privé, c'est-à-dire une corporation.

La SÉREQ se consacre principalement aux tâches suivantes : réaliser, à la demande du ministère de l'Éducation ou d'autres ministères québécois, des interventions ou des prestations souhaitées par des pays étrangers ou par des organismes internationaux; faire mieux connaître à l'étranger l'expertise et les ressources du Québec dans tous les secteurs de l'éducation et de l'ingénierie éducative; effectuer une prospection permanente du marché mondial des projets éducatifs pouvant présenter un intérêt pour le Québec; faciliter et coordonner les stages et séjours d'études de diverses catégories d'étudiants et de cadres étrangers dans les établissements et, inversement, assurer la préparation des enseignants et experts québécois appelés à œuvrer à l'étranger; favoriser les rapports

des sociétés et des établissements québécois avec leurs homologues étrangers dans le cadre des programmes retenus par la SÉREQ et, enfin, constituer des consortiums avec les sociétés et les établissements québécois en vue de réalisations qui lui seraient confiées.

La SÉREQ occupe principalement un rôle de courtier, c'est-à-dire qu'elle travaille pour le compte des sociétés, des entreprises, des établissements universitaires ou collégiaux et des centres de recherche.

Produits dérivés de l'informatique

La présence du Québec à ce premier Salon mondial des techniques éducatives a été fort remarquée puisque la plupart des produits exposés au kiosque de la SÉREQ étaient surtout dérivés de l'informatique.

Un progiciel éducatif conçu par le professeur Jacques Sainte-Marie, de l'université Laval, permet aux enseignants n'ayant aucune connaissance de l'informatique de produire des didacticiels. Lancé sous le nom de « SCOPE » (Simulation de conversation sur ordinateur entre un professeur et son élève), ce système a donné naissance à une famille de logiciels, connus sous le nom commercial de « MICRO-SCOPE », destinés aux enseignants de tous niveaux et de toutes disciplines qui veulent produire des didacticiels (leçons, exercices répétés, jeux et simulations, etc.) sur micro-ordinateur sans avoir à s'initier à un langage de programmation. Il s'agit d'une innovation importante car elle évitera aux enseignants devant

dispenser leur enseignement à l'aide des micro-ordinateurs d'être obligés de suivre des cours de recyclage.

Au Québec, le système est commercialisé chez Guérin et, en France, par l'intermédiaire des Éditions ESKA de Paris.

L'originalité du système est qu'il peut s'adapter à tout type d'ordinateur personnel, qu'il s'agisse d'un Apple II, d'un TRS-80, d'un PET, d'un VIC-64, etc.

Lors de ce salon, on présentait aussi le film d'animation tridimensionnel, entièrement réalisé, par ordinateur intitulé *Vol de rêve*, film dont le langage de programmation graphique « MIRA » a été créé par Nadia et Daniel Thalmall de l'université de Montréal.

Le laboratoire d'enseignement individualisé « Audio-Tutorat », pour l'apprentissage des techniques audio-visuelles, réalisé par le professeur Bernard Lachance de l'université Laval et qui est déjà traduit en six langues, était également en évidence.

Les nouveaux systèmes SAGE (Système d'apprentissage géré par l'élève) et PERPE (Perception étudiante de la relation professeur-étudiant), mis au point par l'INRS du Québec, ont déjà trouvé preneur sur le marché français puisque, comme le faisait savoir le président-directeur général de la SÉREQ, M. Pierre Cazalis, un contrat a été conclu.

Le micro-ordinateur EXERCET pour l'enseignement de la musique, une autre création de l'université Laval, a été particulièrement remarqué par les maîtres de cette discipline.

Enfin, l'Auto-Correct-Art, livre-jeu conçu par M. André Dion, a pour but d'éveiller la curiosité naturelle de l'enfant. Ce système a conquis de nombreux adeptes à travers le monde.

M. Cazalis a souligné la complémentarité de la France et du Québec en matière d'éducation. Le système français se distingue par sa longue et prestigieuse histoire, ses fortes structures administratives, une grande tradition de rigueur et de sélectivité, en même temps qu'un niveau élevé de savoir-faire en matière de technologie éducative. Quant au système québécois, il est reconnu pour son ouverture à l'innovation, son dynamisme, son modernisme technologique, la créativité de son corps enseignant et son aptitude à œuvrer en français et en anglais.

Le choix d'un consortium franco-québécois (MATRA-INFORMATIQUE et COMTERN-EXTRAORDINATEUR) pour la fabrication des micro-ordinateurs scolaires constitue la première étape d'une collaboration plus intense et offre aussi des perspectives intéressantes sur l'ensemble des marchés internationaux.



Bertrand Carrière

La SÉREQ exposait surtout des produits dérivés de l'informatique.

L'hydrogène, source d'énergie de l'avenir

Grâce à ses ressources énergétiques abondantes et relativement peu coûteuses, le Canada est en voie de devenir un leader mondial dans la mise en valeur de l'hydrogène. Le Québec est à la fine pointe de cette mise en valeur, car une usine de 50 millions de dollars est en construction à Shawinigan, tandis que l'on annoncera prochainement la construction d'une autre dans le parc industriel de Bécancour.

Il se dépense actuellement au Canada entre 16 et 18 millions de dollars par an en recherche et développement pour tenter de trouver des domaines d'application rentables pour l'hydrogène.

Au Québec, ces efforts sont en train d'aboutir. Au début de juin, le ministre québécois de l'Énergie, M. Yves Duhaime, annonçait la construction d'une usine de démonstration à Shawinigan qui produira 100 tonnes d'ammoniac par jour. Ce projet a pu voir le jour grâce à des rabais importants d'électricité consentis par Hydro-Québec. Les participants à cette réalisation sont Hydro-Québec, Mines Noranda, Electrolyser Corporation et Énergie atomique du Canada. À Bécancour, c'est une usine d'hydrogène liquide qui verra le jour. Les partenaires de ce nouveau défi sont les compagnies : All Liquide, CIL, Electrolyser, Noranda et Hydro-Québec. L'usine devrait produire quotidiennement 8 à 10 tonnes d'hydrogène liquide à partir de 1986. La production sera vendue dans le nord-est du continent américain.

Utilisations de l'hydrogène

L'hydrogène liquide est utilisé notamment comme carburant dans les navettes spatiales de la NASA, mais aussi dans le processus de fabrication des puces d'ordinateur.

L'hydrogène sera éventuellement utilisé comme carburant ailleurs que dans la navette spatiale. C'est l'aviation qui s'en servira en premier. D'ailleurs, la compagnie Pratt & Whitney vient de recevoir un contrat du Conseil national de recherches pour construire un moteur d'avion qui fonctionnerait à l'hydrogène. Il y a quelques voitures qui fonctionnent actuellement à l'hydrogène, mais un usage généralisé dans ce secteur ne sera réalisable que dans une dizaine d'années.

L'hydrogène est appelé à devenir de plus en plus important au Canada dans l'industrie des pâtes et papiers. Le peroxyde d'hydrogène pourrait remplacer le chlore pour le blanchiment du papier, ce qui aurait des effets bénéfiques sur l'environnement et donnerait par surcroît une meilleure pâte.

Au tour de l'industrie

L'industrie canadienne s'est donnée un organisme représentatif, le Conseil de l'industrie de l'hydrogène, dont le siège est à Montréal. La ville de Toronto vient d'ailleurs d'accueillir la 5^e Conférence mondiale sur l'hydrogène pour l'énergie.

Selon M. Richard Champagne, président du Conseil de l'industrie de l'hydrogène, cette conférence a permis de conclure que c'est l'industrie qui doit maintenant prendre la relève des gouvernements et se lancer dans l'utilisation industrielle de l'hydrogène. D'ailleurs, sur environ 18 millions de dollars dépensés annuellement en recherche et développement sur l'hydrogène, plus de la moitié vient de l'industrie privée.

Selon lui, à part les deux usines de Shawinigan et Bécancour, deux autres réalisations verront le jour prochainement au

Québec. L'on pourrait notamment utiliser l'hydrogène pour fabriquer du méthanol à l'usine de biomasse de Saint-Just de la Bretonnière qui entrera bientôt en opération dans les Cantons de l'Est.

Le Canada, un leader

Un facteur important qui incite à miser sur l'hydrogène est celui de l'entreposage. On peut en effet entreposer de l'hydrogène, ce qu'on ne peut pas faire avec l'électricité.

La France et le Canada sont les pays qui semblent maintenant le plus s'intéresser à l'avenir de l'hydrogène. Avec la crise du pétrole dans les années 70, l'hydrogène, comme les autres sources d'énergie, avait soulevé beaucoup d'intérêt, mais plusieurs gouvernements ont mis cela en sourdine depuis l'amenuisement de la crise du pétrole. Alors qu'aux États-Unis on a préféré retourner au charbon, au Canada, les investissements pour la recherche n'ont pas cessé d'augmenter. Ils sont présentement d'au moins 16 millions de dollars, dont environ six sont fournis par le gouvernement fédéral.

De plus, on a créé le Conseil de l'industrie de l'hydrogène qui coordonne et rend publiques les actions des industries-membres, parmi lesquelles on retrouve Alcan, Bell Canada, Gaz Métro, Hydro-Québec, CIL, Énergie Atomique du Canada, Canatom, SNC et Montreal Engineering. Les gouvernements du Canada, du Québec et du Manitoba en font partie et l'Ontario devrait suivre bientôt.

Le Canada a la chance de devenir un leader mondial dans le secteur de l'hydrogène. Plusieurs pays, comme, par exemple, l'Allemagne, sont prêts à profiter des recherches en cours au pays pour mettre leurs propres systèmes à l'épreuve.



Ce véhicule fait partie des sept autos, dans le monde, qui font l'objet d'expériences de fonctionnement à l'hydrogène.



Ce tracteur peut tout aussi bien fonctionner à l'essence qu'à l'hydrogène.

À la feuille d'érable

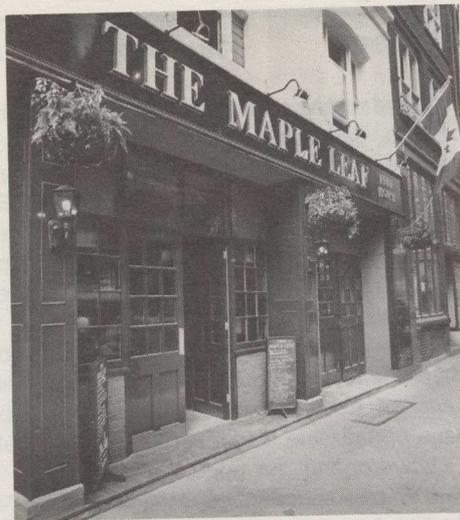
La feuille d'érable canadienne se retrouve un peu partout dans le monde : les Britanniques ont eu la surprise de la voir apparaître en plein cœur de Londres, à Covent Garden, à l'enseigne d'un pub.

C'est là que la maison Molson a ouvert le premier pub d'inspiration canadienne, le *Maple Leaf*, pour faire connaître directement sa bière aux buveurs londoniens.

On y vend de la bière en fût, la Molson Golden, et de la Molson Ale, mais la présence canadienne ne se limite pas au contenu des chopes. En effet, le *Maple Leaf* est décoré en pin de Colombie-Britannique. Une exposition d'objets et de photographies y évoquent les liens historiques entre le Canada et la Grande-Bretagne.

Même le menu n'échappe pas à l'influence canadienne, avec la fameuse viande fumée, la tourtière au bœuf mariné dans la bière Molson, des sous-marins à la torontoise et de la tarte au sucre, sans oublier bien sûr le sirop d'érable.

La bière Molson provient d'une bras-



Au cœur de Londres, la bière canadienne est commercialisée dans un décor bien de chez-nous.

serie fondée à Montréal en 1786 par John Molson. Elle connaît un succès grandissant en Grande-Bretagne.

Le pub *Maple Leaf*, qui devient de plus en plus populaire dans la capitale britannique, attire de plus en plus de clients.

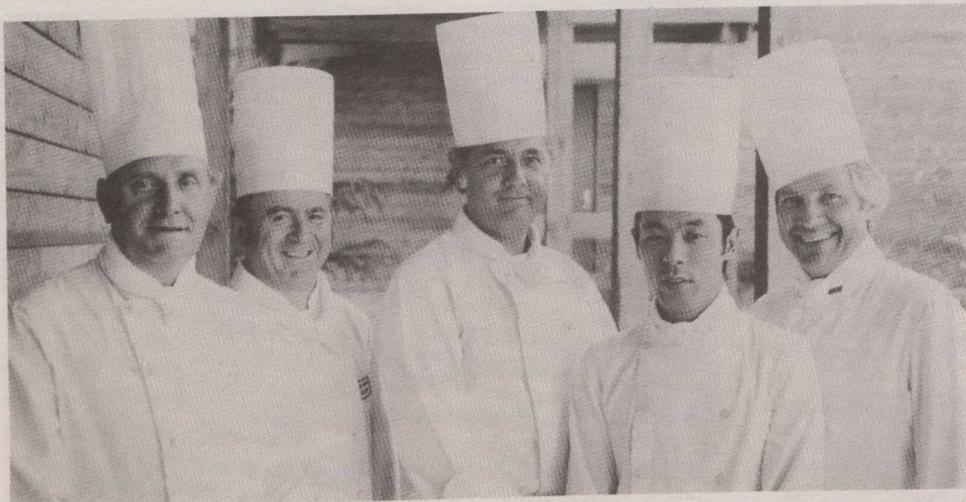
Les Canadiens remportent les Olympiades culinaires de Francfort

La haute cuisine, celle des grands chefs internationaux, plaisir pour les yeux autant que pour les palais gourmands, à des prix abordables et dans une ambiance de kermesse, c'est ce qui attendait les quelque 80 000 visiteurs des 16^e Olympiades de la cuisine à la Foire internationale de la restauration et de l'hôtellerie qui se tenait à Francfort du 12 au 18 octobre.

Du canard aux baies sauvages, plat qui a rapporté le titre de champion du monde à ses auteurs canadiens, en passant par le filet

de bébé-requin « caloudra » australien, l'ananas farci à la chair de crabe passé au four ou le hash à la criolla (deux plats cubains) jusqu'au filet d'autruche à la purée de châtaignes (Afrique du Sud) et le moineau à la mode de Brno (Tchécoslovaquie), pour n'en citer que quelques-uns, les gourmets y ont largement trouvé leur compte.

Pour la modique somme d'une vingtaine de marks (environ 6,50 \$) le visiteur a eu non seulement l'occasion de voir quelques-uns des meilleurs cordons-bleus



L'équipe du Canada a remporté le titre de champion du monde 1984 aux Olympiades de la cuisine à Francfort, en Allemagne de l'Ouest. On voit (de gauche à droite) : MM. Henri Dane, Hubert Scheck, Gerhard Pichler, Takashi Murakami et Bruno Marti.

internationaux manier devant lui poêles et casseroles, mais surtout celle de pouvoir déguster ensuite des plats exotiques dignes de grands festins.

Pour les toques blanches — la plupart chefs-cuisiniers de grands hôtels — il ne s'agissait pas, en premier lieu, de charmer le client dans l'un des 50 stands de spécialités, mais plutôt de gagner la sympathie du jury, composé de membres des 28 nations représentées.

Chaque pays devait préparer deux repas complets de son choix, pour 200 personnes. Les médailles étaient décernées aux équipes sur la base des points accumulés.

C'était la première fois cette année que le titre de champion était décerné à une équipe. L'équipe canadienne se composait de MM. Henri Dane, de Nanaimo (Colombie-Britannique); Takashi Murakami, de Winnipeg; Bruno Marti et Gerhard Pichler, de Vancouver, et le capitaine Hubert Scheck, de Nanaimo. Le préposé à la logistique était M. Willy Brand, de Toronto, et le directeur de la cuisine, M. Hans Meier, de Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard). M. Georges Chauvet, président de la Fédération canadienne des chefs de cuisine, prenait la tête de la délégation nationale.

De plus, l'équipe gagnante a reçu, le 19 novembre, le Médaille du tourisme canadien, décerné aux personnes ayant rendu des services exceptionnels à l'industrie touristique. Au cours d'une conférence de presse, le ministre d'État au tourisme, M. Tom McMillan, a remis à chacun des cinq membres de l'équipe un médaillon d'argent accompagné d'un certificat honorifique.

Vente à l'Équateur

La Corporation commerciale canadienne (CCC) vient de signer deux contrats avec l'Équateur qui favorisent la vente de matériel didactique électronique, et les services de formation afférents, par la société Lab-Volt Ltd. de Montréal. En vertu de ce contrat, la société Lab-Volt fournira, pendant les trente prochains mois, du matériel et des services à l'agence équatorienne chargée des travaux de construction et des achats scolaires du ministère de l'Éducation et de la Culture (DINACE) ainsi qu'au Service équatorien du perfectionnement professionnel (SECAP), une agence du ministère du Travail. Les services de formation seront assurés au Canada et en Équateur.

La Lab-Volt Ltd. possède une vaste expérience des systèmes didactiques dans le domaine de l'enseignement technique. D'ailleurs, elle a déjà installé des systèmes du même genre dans 39 autres pays.

Adaptation d'une nouvelle de Gabrielle Roy



Le Vieillard et l'Enfant, Jean Duceppe (à gauche) et Lucie Laurier.

À la fin du mois d'août, on donnait le dernier tour de manivelle au film *Le Vieillard et l'Enfant*, inspiré d'une nouvelle de Gabrielle Roy. Tourné entièrement au Manitoba, province d'origine de la romancière, ce moyen métrage, réalisé par Claude Grenier et produit par le Studio du cinéma régional

de l'Office national du film (ONF) du Canada, met en vedette Jean Duceppe dans le rôle du vieillard, Lucie Laurier dans celui de l'enfant, et Patricia Nolin dans le rôle de la mère.

Le film relate les souvenirs que Gabrielle Roy a conservés d'un certain été de son enfance dans « un pays plat comme la

main, sec et sans obstacles ». Un été chaud et désespérant plane sur le Manitoba. Christine, huit ans, fait la connaissance d'un merveilleux vieillard solitaire qui aura, grâce à l'enfant, envie de faire un dernier voyage. Ensemble, ils iront passer toute une journée au lac Winnipeg et Christine découvrira, au contact du vieillard, la fragilité de l'être face à l'amour et à la mort. C'est un film poétique, tout en nuances, à l'image de l'œuvre de l'écrivain, où l'évocation de ses souvenirs est appuyée par la narration de certains extraits de la nouvelle.

Claude Grenier, le réalisateur du film, œuvre dans le milieu du cinéma depuis 1975. Il fut tour à tour chercheur, scénariste, monteur et réalisateur. Attaché au Studio du cinéma régional de l'ONF dans l'Ouest depuis 1982, il travaille surtout à la réalisation de films qui témoignent des préoccupations sociales et de l'activité créatrice des Franco-Manitobains. *Le Vieillard et l'Enfant* marque la tendance du réalisateur à s'orienter de plus en plus vers un cinéma de fiction. Le scénario de ce film est signé Clément Perron, scénariste de *Mon oncle Antoine* et de nombreux autres films de fiction. À la caméra, on retrouve Thomas Vamon, réalisateur, mais aussi directeur de la photographie pour plusieurs longs métrages réalisés par des cinéastes aussi chevronnés que Marcel Carrière, Jean-Pierre Lefebvre et Jacques Godbout.

Destiné à la télévision, *Le Vieillard et l'Enfant*, en montage, devrait sortir d'ici le printemps prochain.

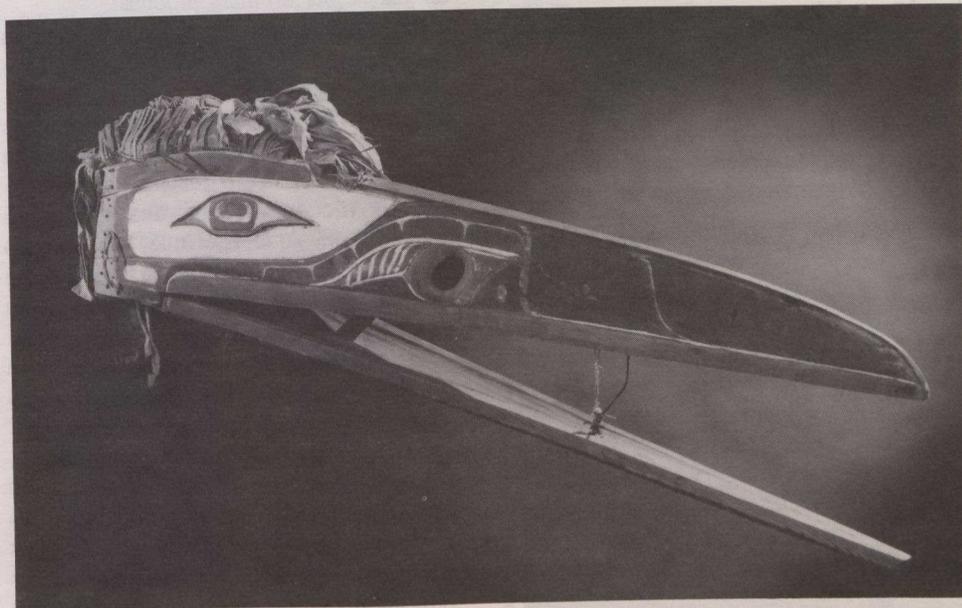
Office national du film

Les populations de la côte du Pacifique au Musée national de l'homme

Afin d'assurer la présence des populations de la côte du Pacifique dans ses locaux, le Musée national de l'homme ouvrait, le 17 septembre 1984, une nouvelle salle d'exposition permanente intitulée *Le monde du Corbeau*.

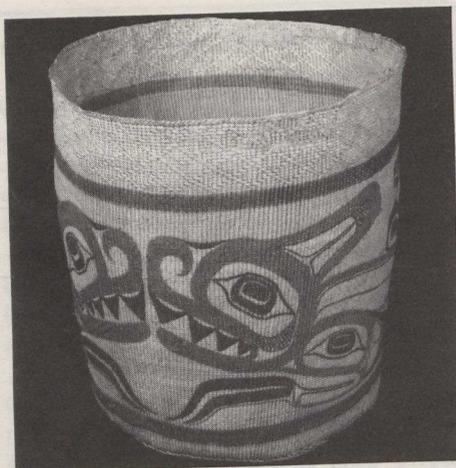
Cette exposition illustre bien comment le surnaturel s'alliait à tous les aspects de la vie sur la côte du Pacifique. La forêt, la plage et l'océan constituaient l'univers des Amérindiens. Chaque plante, chaque animal avait une identité surnaturelle essentielle à sa nature. Par exemple, les saumons vivaient sous une forme humaine dans leur propre domaine, mais, à la venue de la saison du frai, ils reprenaient leur aspect de poissons et cédaient leur moi extérieur aux humains afin que ceux-ci s'en nourrissent.

Des objets et des photos illustrent la chasse aux mammifères marins. Les vitrines contiennent les outils et le mobilier que l'on trouvait dans une maison haïda vers la fin du XIX^e siècle. Le poteau qui servait à soutenir



Ce masque kwakiutl, composé de bois, d'écorce de cèdre, de cheveux et de peinture, représente un corbeau. Il est utilisé par les membres de la société hamatsa, lors de leurs cérémonies.

Musée national de l'Homme



Panier en racines d'épinette.

les poutres de la maison ainsi que les mâts commémoratifs placés à l'extérieur étaient sculptés aux emblèmes du lignage. Sur la côte nord du Pacifique, les ancêtres transmettaient à leurs descendants des emblèmes symbolisant leurs rencontres avec des êtres surnaturels. Les emblèmes, tels que l'aigle, le corbeau, l'épaulard ou l'ours gris, symbolisaient à la fois l'histoire et l'appartenance.

Dans chaque région de la côte, sculpteurs et peintres développaient des styles complexes pour expliquer le monde surnaturel et les rapports entre les humains et les êtres surnaturels. La sculpture et la peinture étaient le domaine des hommes; le tissage et la vannerie, celui des femmes. Le rouge et le noir constituaient les principales couleurs; l'ovale, la forme fondamentale.

Si la nouvelle salle *Le monde du Corbeau* ne présente qu'un aperçu fragmentaire des populations de la côte du Pacifique, le nouveau Musée de l'Homme, qui ouvrira ses portes en 1988, à Hull (Québec), offrira une exposition d'envergure sur le même sujet en consacrant son grand hall à l'étude de ces Amérindiens.

Afin de souligner l'ouverture de cette nouvelle salle consacrée à l'art des Amérindiens de la côte Ouest, le Musée national de l'Homme a présenté une conférence intitulée *La renaissance du Corbeau*.



Ce masque kusiak représente le tonnerre.

Photos: Musée national de l'Homme

Une nouvelle revue médicale

Une nouvelle revue intitulée *Médecine-Sciences* sera simultanément lancée, au Québec et en France, en mars 1985. De plus, elle sera diffusée dans toute la francophonie et dans l'ensemble du continent américain.

L'un des points de l'accord signé par les premiers ministres du Québec et de France, en juin 1982, se trouvera ainsi concrétisé. Il était en effet convenu qu'une revue de recherches médicales et bio-médicales de haut niveau serait publiée en langue française.

Cette décision est née du désir exprimé par les chercheurs français et québécois au cours de plusieurs colloques qui ont eu lieu depuis 1981. À l'issue de ces réunions, les scientifiques ont relevé « un manque de communication entre disciplines par suite de la superspécialisation de la recherche et de la pratique médicales ». Ils ont constaté l'existence d'un problème majeur de transmission de connaissances en langue française. Ils ont de plus souligné l'absence, dans le monde francophone, d'une revue qui serve de tribune éditoriale pour les chercheurs et qui véhicule des nouvelles sur l'évolution de la recherche biomédicale tant en Amérique qu'en Europe.

Une négociation fructueuse

À la fin de 1982, la Commission de coopération franco-québécoise donnait son soutien à la production d'une revue médicale. Au terme de négociations fructueuses menées au cours de l'hiver 1984, les instances françaises et québécoises ont signé une entente qui permettra à la revue *Médecine-Sciences* de voir le jour en mars prochain.

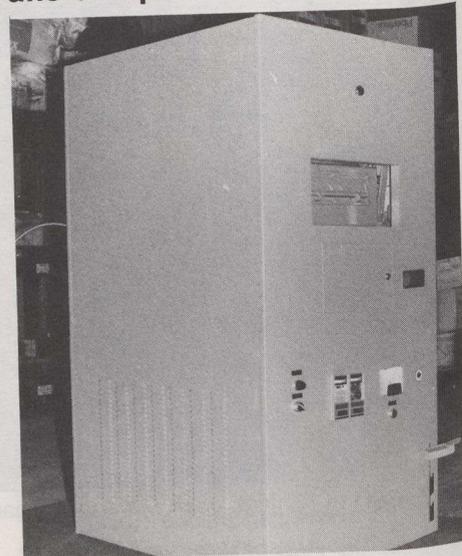
La revue se situera à mi-chemin entre les revues qui se consacrent à un secteur spécialisé et celles qui sont plus généralistes. Elle couvrira l'ensemble des disciplines médicales et d'investigation clinique, la recherche en biologie cellulaire et moléculaire, la recherche dans des disciplines comme la physique, la chimie, la pharmacie (dans la mesure où elle touche la recherche bio-médicale), et enfin, la recherche en sciences humaines (démographie, sociologie, anthropologie, psychologie, etc.), à condition que les travaux réalisés aient des répercussions dans le domaine bio-médical.

Pour former son comité de rédaction, *Médecine-Sciences* s'est entourée d'une équipe prestigieuse formée de scientifiques de renommée internationale : quatre « prix Nobel » et des dirigeants des principaux centres et instituts de recherche médicale de haut niveau.

Tout d'abord, *Médecine-Sciences*

s'adressera principalement aux chercheurs des milieux industriels et universitaires et, plus généralement, aux médecins spécialisés. Avec le temps, la revue essaiera d'atteindre un plus vaste public : spécialistes de l'industrie pharmaceutique, secteur agro-alimentaire, secteur de la santé et secteur biotechnologique.

Les fours d'essai : cinquante ans d'expérience



Depuis près de cinquante ans, l'entreprise *Williams & Wilson Limited*, de Scarborough (Ontario), approvisionne l'industrie minière de l'Amérique du Nord en fours d'essais chauffés à l'électricité. Ces fours demeurent des modèles lorsqu'il s'agit d'essais astreignants à température élevée, effectués dans les mines d'or, d'argent, de cuivre et de zinc et pour les raffineurs de métal précieux. Le four est muni d'un régulateur de température automatique transistorisé. Ses matériaux réfractaires et isolants de qualité supérieure garantissent une répartition uniforme et soutenue de la température dans la chambre de travail.

Hebdo Canada est publié par la Direction générale des affaires culturelles et de l'information, ministère des Affaires extérieures, Ottawa K1A 0G2.

Il est permis de reproduire les articles de cette publication, de préférence en indiquant la source. La provenance des photos, si elle n'est pas précisée, vous sera communiquée si vous vous adressez à la rédactrice en chef, Annie Taillefer.

This publication is also available in English under the title Canada Weekly.

Algunos números de esta publicación aparecen también en español bajo el título Noticiario de Canadá.

Alguns artigos desta publicação são também editados em português sob o título Notícias do Canadá.

Canada

ISSN 0384-2304